



LE TROISIÈME FORUM POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE, ORGANISÉ PAR LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE DES NATIONS UNIES, S'EST TERMINÉE ...

Emmanuel Goujon, BBC Afrique, 8 march 2002

LANCEMENT:

Le troisième forum pour le développement en AFrique, organisé par la commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, s'est terminée vendredi soir à Addis Abeba. Cette réunion était organisée dans la perspective de la nouvelle structure qui doit remplacer l'Organisation de l'unité africaine. Les participants ont mis en place le cadre de ce que doit devenir l'Union africaine, sur le plan économique, mais ils ont également posé des jalons politiques, comme nous l'explique notre correspondant, Emmanuel Goujon.

PAPIER:

Partis pour définir les priorités économiques de l'intégration du continent africain, les participants du Troisième forum pour le développement en Afrique ont conclu leurs travaux avec une déclaration de onze pages dont le contenu très politique sera soumis au conseil des ministres de l'OUA, puis au sommet inaugural de l'Union Africaine.

Cette déclaration part du principe, je cite que "l'unité est la revendication suprême des Africains d'un bout à l'autre du continent. L'intégration politique et économique permettra de réaliser les aspirations des Africains de toutes les couches de la société".

ADFIII a souligné que "état de droit et constitutionnalité, valeurs communes enracinées dans les traditions africaines, doivent être le fondement d'une Union africaine effective et démocratique". Corrolaire de cette affirmation: "les critères pour qu'un pays puisse rester membre de l'Union africaine, doivent englober le respect des droits de l'Homme, de la démocratie et primauté du droit". En d'autres termes, il sera possible pour cette Union africaine de suspendre tout gouvernement qui accède au pouvoir par des moyens anti-constitutionnels.

ADFIII a également prôné la nécessité de créer un espace commun africain avec libre

circulation des biens et des personnes, et à terme un passeport commun à tous les ressortissants du continent.

Cette intégration africaine a essentiellement pour but de sortir les Africains de la marginalisation afin qu'ils s'intègrent dans une économie de plus en plus globalisée.

Toutes ces propositions et résolutions, supposent également que les Etats vont abandonner à l'Union africaine une partie de leur souveraineté, et très inspirés par l'Union Européenne, les participant de ce forum ont évoqué la subsidiarité comme moyen pour mieux gérer les biens mis en commun.

On le voit le chantier est immense, et la route sera difficile, mais pour la plupart des observateurs, l'Union africaine si elle part sur ces bases, est porteuse d'espoir.

Addis Abeba, Emmanuel Goujon pour BBC Afrique.

Emmanuel Goujon, BBC Afrique, 8 march 2002